



DÉFENDONS L'EAU POUR NOS RIVIÈRES, POUR LES PAYSAN·NES, ET LES HABITANT·ES



A l'appel de BNM86, Greenpeace, la Confédération Paysanne 86, XR Poitiers,
Coll. Eau Smarves, Attac 86, Les Ecologistes, PCF86, GES 86, NPA86, LFI, UD Cgt

RDV hôtel de ville

13 h pique-nique paysan

14h manif



**7 JUIN
POITIERS**

Le pillage de l'eau continue dans le déni de la science et de la démocratie

Les bassines annoncées depuis plusieurs années n'ont toujours pas vu le jour sur le bassin du Clain. Mais la préfecture de la Vienne s'obstine encore, malgré les signaux d'alerte de la population et les preuves scientifiques qui démontrent la nécessité de stopper ces projets.

Rappelons-que le PTGE (Projet Territorial de Gestion de l'Eau), censé constituer un semblant de concertation démocratique, vient à peine de commencer ; que l'étude scientifique HMUC (Hydrologie, Milieux, Usages, Climat), robuste base rationnelle déjà issue de discussions sur le partage de l'eau, est volontairement bafouée ou ignorée ; et que la CLE (Commission Locale de l'Eau), espace où se jouent les décisions sur la gestion de l'eau, est toujours noyauté par l'agro-industrie et les conflits d'intérêt.

C'est donc sans aucune forme de légitimité que le préfet Serge Boulanger continue les passages en force dans le sillage de son prédécesseur : il signe un arrêté autorisant six bassines dans le sous-bassin de la Clouère, il entend autoriser des volumes d'eau exorbitants pour l'irrigation pour les 8 prochaines années (AUP), il annonce que de prochaines bassines de la Vienne seraient financées par des collectivités, ou encore que deux chantiers de bassine débuteraient avant la fin de l'année !

Le 25 juin, la CLE doit valider l'étude scientifique HMUC. Les changements dans la gestion de l'eau qu'impliquent les conclusions de cette étude font peur aux irrigants pro-bassines, qui repoussent sans cesse la mise en application de ses préconisations. Le préfet, qui aime pourtant rappeler la loi, a choisi de ne pas prendre en compte l'étude pour rédiger ses différents arrêtés. Le préfet et cette poignée d'irrigants continuent d'organiser main dans la main le pillage des nappes pour les profits de quelques-uns. Ils condamnent la vie des milieux naturels, l'eau potable des habitant.e.s et l'avenir de l'agriculture sur le territoire.

Le préfet réaffirme ainsi le soutien indéfectible de l'Etat au lobby agro-industriel. Il nie la science et écrase le débat démocratique. Il est donc temps de lui rappeler les règles de son propre jeu et la détermination populaire contre ses projets.

**DÉFENDONS L'EAU POUR NOS RIVIERES,
POUR LES PAYSAN·NES, ET LES HABITANT·ES**